

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 25 avril 1986, d'une demande d'avis sur une proposition de loi ordinaire "établissant le statut de Bruxelles-Capitale par la modification de la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes", a donné le 25 février 1987 l'avis suivant, après que la demande eut été déférée aux chambres réunies de la section par décision du Premier Président, prise en application de l'article 85bis des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 :

KONINKRIJK BELGIE.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 25 april 1986 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van gewone wet "tot instelling van het hoofdstedelijk statuut van Brussel, door wijziging van de wet van 26 juli 1971, houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten", heeft op 25 februari 1987 het volgend advies gegeven, nadat de aanvraag werd verwezen naar de verenigde kamers van de afdeling bij beslissing van de Eerste Voorzitter, overeenkomstig artikel 85bis van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 :

I. CONTENU DE LA PROPOSITION. (1)

La proposition apporte de nombreuses modifications à la loi du 26 juillet 1971 et notamment les suivantes :

1° Elle y insère un article 71bis (2) qui transfère à l'agglomération "les compétences des communes" dans les matières ci-après :

- l'enseignement;
- des matières culturelles qui coïncident avec celles qui sont énumérées à l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, à l'exception de l'encouragement à la formation des chercheurs, de la radiodiffusion et de la télévision, et de la formation intellectuelle, morale et sociale;
- la politique de la santé et l'aide aux personnes dont le détail s'inspire de certaines matières personnalisables au sens de l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1980, à savoir la politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins, l'éducation sanitaire et la médecine préventive, la politique d'aide sociale, y compris les centres publics d'aide sociale, toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles, aux enfants, aux handicapés, aux personnes âgées et aux personnes défavorisées.

.../...

(1) Chambre des Représentants, 1985-1986, Doc. 370, n° 1.

(2) Article 12 de la proposition.

2° Elle y insère un article 71ter (1) qui, "dans le cadre de la déconcentration", transfère à l'agglomération "les compétences de l'Etat" dans des matières qui coïncident avec celles qui sont énumérées à l'article 6, § 1er, I à VII et IX de la loi spéciale du 8 août 1980, à l'exception de quelques matières tels les polders et les water-ringes, la production d'eau, l'utilisation du grisou Les matières ainsi transférées de l'Etat à l'agglomération sont des matières que la loi spéciale a considérées comme étant visées à l'article 107quater de la Constitution.

3° Selon l'article 2 de la proposition, il y a dans l'agglomération bruxelloise un conseil et un collège exécutif qui sont dénommés le "conseil de Bruxelles-Capitale" et le "collège de Bruxelles-Capitale". Les décisions du conseil de Bruxelles-Capitale sont prises à la majorité des voix dans chaque groupe linguistique (article 11 de la proposition).

4° Pour l'enseignement et les matières "culturelles" et "personnalisables", le pouvoir de décision de l'agglomération est exercé par les groupes linguistiques français et néerlandais du conseil, assemblés séparément ou réunis, et par les commissions française et néerlandaise de la culture ou les commissions réunies, qui ont qualité de collège exécutif respectivement du groupe linguistique français, du groupe linguistique néerlandais et des groupes linguistiques réunis du conseil. Les groupes linguistiques français et néerlandais décident séparément lorsqu'ils statuent sur des questions concernant

.../...

(1) Article 13 de la proposition.

des institutions, des associations ou des personnes physiques ou morales qui, en raison de leurs activités ou de leur organisation doivent être considérées comme relevant exclusivement de la Communauté française ou de la Communauté flamande. Les groupes linguistiques précités décident en commun lorsqu'ils statuent sur des questions concernant des institutions, des associations ou des personnes physiques ou morales qui, en raison de leurs activités ou de leur organisation, ne peuvent être considérées comme relevant de l'une ou l'autre Communauté (article 71quater proposé - article 14 de la proposition - §§ 1er à 5).

5° Par dérogation à l'article 56, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971, la tutelle administrative sur les groupes linguistiques français et néerlandais et sur les groupes linguistiques réunis du conseil de Bruxelles-Capitale est exercée respectivement par l'Exécutif de la Communauté française, par l'Exécutif de la Communauté flamande et par ces deux Exécutifs (article 71quater, § 6, proposé - article 14 de la proposition).

6° Dans les matières visées à l'article 71ter, c'est-à-dire celles qui correspondent aux compétences des Régions, l'agglomération possède un pouvoir de décision qui est exercé par le conseil et le collège de Bruxelles-Capitale (article 71quinquies, inséré dans la loi du 26 juillet 1971 par l'article 15 de la proposition).

Il convient de relever que les organes de l'agglomération visés aux articles 71quater et 71quinquies proposés exercent leurs compétences par voie d'arrêtés ou de règlements.

.../...

II. OBSERVATIONS.

I. Les intentions des auteurs de la proposition sont exposées dans les développements et le commentaire des articles - 13 à 15 - : "Ce n'est pas en accordant à Bruxelles un statut de région autonome que l'on servira le mieux ses intérêts, mais en lui appliquant une solution "sui generis"". Cette solution se traduit, dans les dispositions proposées, par l'extension des compétences de l'agglomération bruxelloise à la plupart des matières culturelles, personnalisables et régionales, au sens de la loi spéciale du 8 août 1980. L'agglomération reste cependant une collectivité locale subordonnée, selon la proposition, tantôt au pouvoir national, tantôt aux pouvoirs communautaires.

Le choix des auteurs de la proposition relève de l'opportunité politique. Il appartient cependant au Conseil d'Etat d'en examiner les conséquences sur le plan juridique. Si ce choix traduit la volonté de renoncer à l'exécution de l'article 107quater de la Constitution à l'égard de la Région bruxelloise, il n'est pas compatible avec les dispositions inscrites à cet article de la Constitution (1). Si, au contraire, les auteurs de la proposition entendaient procurer exécution à l'article 107quater de la Constitution par une refonte des institutions et en attribuant la plupart des compétences considérées comme régionales par l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980, la proposition de loi devrait être revue de façon fondamentale et être conçue comme une proposition de loi spéciale.

.../...

(1) Comme le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis n° L. 13.622/VR, donné le 6 juin 1980 sur le projet de loi spéciale de réformes institutionnelles n° 434, aussi longtemps que l'article 107quater n'aura pas été révisé, l'obligation d'exécuter cet article pour la Région bruxelloise est et demeure inscrite dans la Constitution (Sénat, session 1979-1980, doc. 434/1, annexe 1).

II. Le Président de la Chambre des Représentants demande que l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, porte plus précisément sur "la conformité des §§ 1er et 6 de l'article 14 de cette proposition avec, respectivement, les articles 108ter et 59bis de la Constitution".

1. Conformité avec l'article 108ter de la Constitution du paragraphe 1er de l'article 71quater, inséré par l'article 14 de la proposition dans la loi du 26 juillet 1971.

L'article 71quater établit le principe de l'exercice du pouvoir de décision de l'agglomération en matière d'enseignement et dans les matières culturelles et personnalisables par les groupes linguistiques du conseil de Bruxelles-Capitale assemblés séparément ou réunis. Les commissions de la culture et les commissions réunies de la culture sont appelées à devenir les collèges exécutifs de ces groupes linguistiques.

a. Il résulte de l'article 108ter de la Constitution que l'agglomération bruxelloise doit être organisée dans le respect des principes consacrés par l'article 108bis (article 108ter, § 1er) et par l'article 108, alinéa 2, de la Constitution (article 108bis, § 1er, alinéa 1er).

Il convient d'observer que, selon l'article 108bis, il y a pour chaque agglomération, y compris l'agglomération bruxelloise, un conseil et un collège exécutif. Les dispositions de l'article 108ter, § 2 et § 3, confirment cette prescription constitutionnelle en prévoyant l'organisation d'un seul collège exécutif (article 108ter, § 2, alinéa 2) et d'un seul conseil d'agglomération (article 108ter, § 2, alinéa 1er, et § 3).

.../...

La création de conseils et de collèges multiples au sein de l'agglomération bruxelloise est donc en contradiction avec la règle des articles 108bis et 108ter.

De plus, l'article 108, alinéa 2, 2°, qui s'applique par référence à l'agglomération bruxelloise, établit le principe que les matières qui sont de la compétence de l'agglomération ne peuvent être réglées que par le conseil élu. Ce principe, que la Constitution impose au législateur de respecter dans l'organisation de l'agglomération bruxelloise, s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement de l'article 31 de la Constitution.

L'exercice d'un pouvoir de décision, en ce compris d'un pouvoir réglementaire, par des groupes linguistiques autonomes qui seraient ainsi substitués au conseil, méconnaît ce principe fondamental d'attribution des pouvoirs.

Si l'article 108ter, § 2, alinéa 1er, de la Constitution dispose :

"Pour les cas déterminés dans la Constitution et dans la loi, les membres du conseil de l'agglomération sont répartis en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais de la manière fixée par la loi",

il ne faut y voir qu'une règle de fonctionnement d'une institution unique et non l'habilitation donnée au législateur de créer des autorités nouvelles investies chacune du pouvoir de décision (1).

.../...

(1) Des illustrations de cas où les membres du conseil d'agglomération sont répartis en groupes linguistiques peuvent être trouvées dans l'article 108ter, § 2, § 3 et § 4, de la Constitution, et dans les dispositions de la loi du 26 juillet 1971 relatives à l'élection du collègue et à l'élection des membres des commissions de la culture.

b. Aux termes de l'article 108ter, § 2, alinéa 2, de la Constitution, il ne peut y avoir qu'un collège exécutif dans l'agglomération bruxelloise. En en instituant trois, en plus du collège déjà prévu à l'article 5 de la loi du 26 juillet 1971 et à l'article 61bis, inséré dans cette loi par l'article 2 de la proposition, l'article 71quater, § 1er et § 3, proposé, méconnaît cette disposition.

L'article 108ter, § 2, alinéa 2, prescrit également que le collège exécutif compte autant de membres du groupe linguistique français que du groupe linguistique néerlandais, le président excepté. La composition d'exécutifs unilingues, prévue au même article 71quater, § 1er et § 3, proposé, ne répond d'aucune manière à cette obligation constitutionnelle.

L'article 108ter, § 2, alinéa 2, impose également de nommer les membres du collège exécutif de l'agglomération bruxelloise parmi les membres élus du conseil d'agglomération. L'article 71quater, § 1er et § 3, proposé, méconnaît également cette prescription dans la mesure où les membres des commissions de la culture qui forment le collège exécutif sont choisis en dehors du conseil.

2. Conformité avec l'article 59bis de la Constitution du paragraphe 6 de l'article 71quater, inséré par l'article 14 de la proposition dans la loi du 26 juillet 1971.

La disposition proposée est rédigée ainsi qu'il suit :

.../...

"§ 6. Par dérogation à l'article 56, § 1er, la tutelle administrative sur le groupe linguistique français, sur le groupe linguistique néerlandais et sur les groupes linguistiques réunis du conseil de Bruxelles-Capitale est exercée respectivement par l'Exécutif de la Communauté française, par l'Exécutif de la Communauté flamande et par les deux Exécutifs".

Compte tenu de la réponse qui vient d'être donnée à la question précédente, qui conclut à l'impossibilité de constituer, pour l'agglomération bruxelloise, des conseils et des collèges exécutifs distincts, il n'y a pas lieu d'examiner les problèmes que poserait la tutelle qui serait exercée sur les actes de ces conseils et de ces collèges.

Subsidiairement, le Conseil d'Etat fait observer que l'attribution d'une compétence nouvelle aux Exécutifs communautaires, agissant séparément ou conjointement, ne peut résulter d'une loi ordinaire.

I. INHOUD VAN HET VOORSTEL. (1)

Het voorstel brengt talrijke wijzigingen aan in de wet van 26 juli 1971, onder meer de volgende :

1° Het voegt in die wet een artikel 71bis (2) in dat "de bevoegdheden van de gemeenten" in de hierna volgende aangelegenheden aan de agglomeratie overdraagt :

- het onderwijs;
- culturele aangelegenheden die samenvallen met die welke opgenoemd zijn in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met uitzondering van de aanmoediging van de vorming van navorsers, de radio-omroep en de televisie, en de intellectuele, morele en sociale vorming;
- het gezondheidsbeleid en de hulp aan personen, waarbij wat de specificatie betreft, wordt uitgegaan van bepaalde persoonsgebonden aangelegenheden in de zin van artikel 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, namelijk het beleid inzake zorgenverstrekking in en buiten de verpleeginrichtingen, de gezondheidsopvoeding en de preventieve gezondheidszorg, het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen, kinderen, mindervaliden, bejaarden en kansarmen.

.../...

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1985-1986, Gedr. St. 370, nr. 1.

(2) Artikel 12 van het voorstel.

- 2° Het voegt in die wet een artikel 71ter (1) in waarbij "in het kader van de deconcentratie", aan de agglomeratie worden overgedragen "de bevoegdheden van de Staat" in aangelegenheden die samenvallen met die welke opgenoemd zijn in artikel 6, § 1, I tot VII en IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, met uitzondering van een aantal aangelegenheden zoals de polders en wateringen, de waterproduktie, de aanwending van mijn gas De aangelegenheden die zodoende van de Staat aan de agglomeratie worden overgedragen, zijn aangelegenheden die door de bijzondere wet geacht worden te zijn bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet.
- 3° Volgens artikel 2 van het voorstel is er in de Brusselse agglomeratie een raad en een uitvoerend college, "hoofdstedelijke raad" en "hoofdstedelijk college" genoemd. De beslissingen van de Brusselse hoofdstedelijke raad worden genomen bij meerderheid van stemmen in elke taalgroep (artikel 11 van het voorstel).
- 4° Wat het onderwijs alsook de "culturele" en "persoonsgebonden" aangelegenheden betreft, wordt de beslissingsbevoegdheid van de agglomeratie uitgeoefend door de Nederlandse en de Franse taalgroep van de raad, die afzonderlijk of gezamenlijk vergaderen, alsmede door de Nederlandse en de Franse commissie voor de cultuur of door de verenigde commissies, die de bevoegdheid van uitvoerend college van respectievelijk de Nederlandse taalgroep, de Franse taalgroep en van de verenigde taalgroepen van de raad uitoefenen. De Nederlandse en de Franse taalgroep beslissen af-

.../...

(1) Artikel 13 van het voorstel.

zonderlijk wanneer zij uitspraak doen over aangelegenheden aangaande instellingen, verenigingen, natuurlijke of rechtspersonen die, wegens hun activiteiten of organisatie, geacht moeten worden uitsluitend tot de Vlaamse Gemeenschap of tot de Franse Gemeenschap te behoren. De voormelde taalgroepen beslissen gezamenlijk wanneer zij uitspraak doen over aangelegenheden aangaande instellingen, verenigingen, natuurlijke of rechtspersonen die, wegens hun activiteiten of organisatie, niet geacht kunnen worden tot de ene of tot de andere Gemeenschap te behoren (het voorgestelde artikel 71quater - artikel 14 van het voorstel - §§ 1 tot 5).

5° In afwijking van artikel 56, § 1, van de wet van 26 juli 1971, wordt het administratief toezicht op de Nederlandse en de Franse taalgroep en op de verenigde taalgroepen van de hoofdstedelijke raad, respectievelijk door de Executieve van de Vlaamse Gemeenschap, de Executieve van de Franse Gemeenschap en door die twee Executieven uitgeoefend (het voorgestelde artikel 71quater, § 6, - artikel 14 van het voorstel).

6° In de aangelegenheden bedoeld in artikel 71ter, d.w.z. die welke overeenstemmen met de bevoegdheden van de Gewesten, bezit de agglomeratie een beslissingsbevoegdheid die uitgeoefend wordt door de hoofdstedelijke raad en het hoofdstedelijk college (artikel 71quinquies, in de wet van 26 juli 1971 ingevoegd door artikel 15 van het voorstel).

.../...

Op te merken valt dat de organen van de agglomeratie, die bedoeld zijn in de voorgestelde artikelen 71quater en 71quinquies, hun bevoegdheid door middel van besluiten of verordeningen uitoefenen.

II. OPMERKINGEN.

I. De bedoelingen van de indieners van het voorstel zijn uiteengezet in de toelichting en in de commentaar op de artikelen - 13 tot 15 - : "niet door een statuut als autonoom gewest, maar door een oplossing "sui generis" ... worden de Brusselse belangen het best gediend". Die oplossing komt in de voorgestelde bepalingen neer op een uitbreiding van de bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie tot de meeste culturele, persoonsgebonden en gewestelijke aangelegenheden in de zin van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De agglomeratie blijft echter een plaatselijke collectiviteit die, volgens het voorstel, nu eens aan de nationale overheid, dan weer aan de gemeenschapsoverheden ondergeschikt is.

De keuze van de indieners van het voorstel is een zaak van politieke opportuniteit. Het komt de Raad van State echter toe te onderzoeken welke de consequenties ervan zijn op juridisch gebied. Is die keuze een uiting van de wil om af te zien van de uitvoering van artikel 107quater van de Grondwet ten aanzien van het Brusselse Gewest, dan is zij niet bestaanbaar met de bepalingen die in dat Grondwetsartikel zijn vervat (1). Hebben de indieners van het voorstel

.../...

(1) Zoals de Raad van State opgemerkt heeft in het advies dat hij op 6 juni 1980 onder nr. L. 13.622/VR gegeven heeft over het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen nr. 434, is het zo dat zolang artikel 107quater niet is herzien, de verplichting tot uitvoering van dat artikel ook ten aanzien van het Brusselse Gewest in de Grondwet ingeschreven is en blijft (Senaat, zitt. 1979-1980, Gedr. St. 434/1, bijlage 1).

daarentegen de bedoeling om aan artikel 107quater van de Grondwet uitvoering te geven door de instellingen om te werken en er de meeste, door artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 gewestelijk geachte bevoegdheden aan te verlenen, dan zou het voorstel van wet grondig herzien moeten worden en als een voorstel van bijzondere wet moeten worden opgevat.

II. De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers vraagt dat het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, meer bepaald betrekking zou hebben op "de vraag of de §§ 1 en 6 van artikel 14 van dit voorstel bestaanbaar zijn met, respectievelijk, artikel 108ter en 59bis van de Grondwet".

1. De vraag of paragraaf 1 van artikel 71quater, dat door artikel 14 van het voorstel wordt ingevoegd in de wet van 26 juli 1971, bestaanbaar is met artikel 108ter van de Grondwet.

Artikel 71quater stelt als beginsel dat de beslissingsbevoegdheid van de agglomeratie inzake onderwijs en in culturele en persoonsgebonden aangelegenheden wordt uitgeoefend door de taalgroepen van de hoofdstedelijke raad, afzonderlijk of samen vergaderend. De commissies voor de cultuur en de verenigde commissies voor de cultuur zouden de uitvoerende colleges van deze taalgroepen worden.

a. Uit artikel 108ter van de Grondwet blijkt dat de Brusselse agglomeratie moet worden georganiseerd met inachtneming van de in artikel 108bis (artikel 108ter, § 1) en in artikel 108, tweede lid, van de Grondwet (artikel 108bis, § 1, eerste lid) neergelegde beginselen.

.../...

Er dient te worden opgemerkt dat, volgens artikel 108bis, elke agglomeratie, dus ook de Brusselse agglomeratie, een raad en een uitvoerend college heeft. De bepalingen van artikel 108ter, § 2 en § 3, bevestigen dit grondwettelijk voorschrift door in de inrichting van slechts één uitvoerend college (artikel 108ter, § 2, tweede lid) en van slechts één agglomeratieraad (artikel 108ter, § 2, eerste lid, en § 3) te voorzien.

De oprichting van verscheidene raden en colleges in de Brusselse agglomeratie is bijgevolg strijdig met de bepalingen van de artikelen 108bis en 108ter.

Bovendien stelt artikel 108, tweede lid, 2°, dat van overeenkomstige toepassing is op de Brusselse agglomeratie, als beginsel dat de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de agglomeratie behoren, alleen door de verkozen raad kunnen worden geregeld. Dit beginsel, dat de wetgever door de Grondwet verplicht wordt in acht te nemen bij het organiseren van de Brusselse agglomeratie, sluit overigens aan bij artikel 31 van de Grondwet.

Het uitoefenen van een beslissingsbevoegdheid, met inbegrip van een verordeningsbevoegdheid, door zelfstandige taalgroepen die aldus in de plaats zouden worden gesteld van de raad, is een miskenning van dit grondwettelijk beginsel inzake toekenning van bevoegdheden.

Als artikel 108ter, § 2, eerste lid, van de Grondwet bepaalt :

"Voor de bij de Grondwet en de wet bepaalde gevallen worden de leden van de agglomeratieraad op de bij de wet vastgestelde wijze, ingedeeld in een Nederlandse en een Franse taalgroep",

.../...

dan mag die bepaling slechts als een regel voor de werking van één en dezelfde instelling worden gezien en niet als een aan de wetgever verleende machtiging om nieuwe overheidsorganen op te richten, die allen beslissingsbevoegdheid krijgen (1).

b. Luidens artikel 108ter, § 2, tweede lid, van de Grondwet, mag er in de Brusselse agglomeratie maar één uitvoerend college zijn. Door er drie in te stellen, buiten het college waarin artikel 5 van de wet van 26 juli 1971 en artikel 61bis, dat door artikel 2 van het voorstel in deze wet wordt ingevoegd, reeds voorzien, schendt het voorgestelde artikel 71quater, § 1 en § 3, deze bepaling.

Artikel 108ter, § 2, tweede lid, schrijft eveneens voor dat het uitvoerend college, de voorzitter uitgezonderd, evenveel leden uit de Franse als uit de Nederlandse taalgroep telt. Met de samenstelling van ééntalige executieven, waarin datzelfde voorgestelde artikel 71quater, § 1 en § 3, voorziet, wordt op generlei wijze aan deze grondwettelijke verplichting voldaan.

Artikel 108ter, § 2, tweede lid, legt ook de verplichting op om de leden van het uitvoerend college van de Brusselse agglomeratie te benoemen uit de verkozen leden van

.../...

(1) Voorbeelden van gevallen waarin de leden van de agglomeratieraad worden ingedeeld in taalgroepen, zijn te vinden in artikel 108ter, § 2, § 3 en § 4, van de Grondwet, en in de bepalingen van de wet van 26 juli 1971 betreffende de verkiezing van het college en de verkiezing van de leden van de commissies voor de cultuur.

de agglomeratieraad. Het voorgestelde artikel 71quater, § 1 en § 3, schendt ook dit voorschrift, voor zover de leden van de commissies voor de cultuur die het uitvoerend college vormen, worden gekozen buiten de raad.

2. De vraag of paragraaf 6 van artikel 71quater, dat door artikel 14 van het voorstel wordt ingevoegd in de wet van 26 juli 1971, bestaanbaar is met artikel 59bis van de Grondwet.

De voorgestelde bepaling luidt als volgt :

"§ 6. Het administratief toezicht op de Nederlandse taalgroep, de Franse taalgroep en de verenigde taalgroepen van de hoofdstedelijke raad, wordt, in afwijking van artikel 56, § 1, uitgeoefend respectievelijk door de Executieve van de Vlaamse Gemeenschap, de Executieve van de Franse Gemeenschap en de beide Executieven".

Rekening houdend met het antwoord dat zoëven op de vorige vraag werd gegeven, en waarin wordt geconcludeerd dat het onmogelijk is voor de Brusselse agglomeratie afzonderlijke raden en uitvoerende colleges op te richten, is het onnodig een onderzoek te wijden aan de problemen die het toezicht op de handelingen van deze raden en deze colleges zou stellen.

Subsidiair doet de Raad van State opmerken dat het toekennen van een nieuwe bevoegdheid aan de Gemeenschapsexecutieven, afzonderlijk of samen optredend, niet met een gewone wet kan worden geregeld.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

J. NIMMEGEERS,
P. FINCOEUR,
Ch.-L. CLOSSET,
W. DEROOVER,
J. DE BRABANDERE,

Cl. DESCHAMPS,
J. GIJSSELS,
F. DELPEREE,
J. HERBOTS,

Mesdames : M. VAN GERREWEY,
Mevrouwen : F. LIEVENS,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. NIMMEGEERS.

Les rapports ont été présentés par Mme M.-L. THOMAS, auditeur, et M. E. HAESBROUCK, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffiers,
griffiers.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. NIMMEGEERS.

De verslagen werden uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur, en de H. E. HAESBROUCK, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.